

La Grande-Bretagne et l'Union soviétique

Christian Rakovsky

Source : « Russian Information and Review », vol. IV, n° 11, samedi 15 mars 1924, pp 164-165.
Traduction et notes MIA.

Déclaration de C. G. Rakovsky à Moscou

La reconnaissance de l'Union des républiques socialistes soviétiques¹ est le résultat naturel de la politique intérieure et extérieure suivie par la Grande-Bretagne.

L'évolution de la politique étrangère britannique dans cette direction était déjà perceptible dans la remarque de [Lloyd George](#) selon laquelle « *la Russie aurait dû être reconnue dès que la France a occupé la Ruhr* »². Ces mots furent prononcés lors d'une conversation privée, mais ils ont fait le tour de toute la presse britannique. Tant que la Grande-Bretagne et la France étaient unies, la Grande-Bretagne pouvait se permettre de faire des sacrifices à la France sur la question de ses relations avec la Russie. Mais dès que la France s'est engagée dans une voie qui lui était propre, la Grande-Bretagne avait les mains libres.

Le rétablissement de relations normales avec l'URSS revêt une importance politique et économique énorme pour l'Angleterre. Dans l'intérêt de son commerce, l'Angleterre a besoin de préserver la paix. Or, nous sommes le facteur le plus important pour garantir la paix. Le plus grand problème auquel est confrontée la Grande-Bretagne est le chômage. La croissance du commerce soviéto-britannique rendra possible la résorption de ce chômage.

Reconnaissance inconditionnelle

Il fut un temps où la question des obligations et des dettes était la plus épineuse. Cependant, dans la mesure où l'U.R.S.S. a acquis par elle-même une importance économique et politique, cette question en tant que telle est devenue secondaire.

Peu après mon arrivée à Londres, j'ai acquis la conviction que, parmi les débiteurs et les créanciers de la City, il n'y avait pas d'obstacles sérieux à la reconnaissance de l'URSS. Le résultat des élections générales a montré que la reconnaissance était non seulement acquise, mais qu'elle serait inconditionnelle, ce qui s'est avéré être le cas. Il est significatif que même les créanciers et les débiteurs n'aient pas continué à protester contre la reconnaissance de l'U.R.S.S. et qu'ils l'aient ensuite

1 La reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande-Bretagne est survenue le 1^{er} février 1924.

2 Suite au non paiement par l'Allemagne des indemnités de guerre stipulées par le Traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la région industrielle de la Ruhr de janvier 1923 à août 1925.

chaleureusement accueillie. J'ai reçu d'Afrique du Sud – de M. Urquhart³ lui-même – un long télégramme de félicitations.

Je saisis cette occasion pour appuyer les déclarations antérieures de [Tchitchérine](#) et de [Litvinov](#). La reconnaissance de l'Union des républiques socialistes soviétiques par la Grande-Bretagne est complète, inconditionnelle et sans équivoque. Pour obtenir cette reconnaissance, nous n'avons fait aucune promesse. Ce que nous avons déclaré dans [notre note de réponse](#) est le résultat logique du fait même de la reconnaissance.

Le commerce soviéto-britannique

Les chiffres de notre commerce avec la Grande-Bretagne sont relativement faibles par rapport au commerce total de la Grande-Bretagne. L'année dernière, nos importations et nos exportations n'ont représenté que 150 millions de roubles-or. Toutefois, ce chiffre est relativement encourageant. Après l'Allemagne, la Grande-Bretagne est notre marché d'exportation et d'importation le plus important.

En 1922-1923, nous avons obtenu par l'intermédiaire d'Arcos⁴ – notre représentation commerciale à Londres – et d'autres organismes économiques diverses marchandises pour un montant de 60 à 70 millions de roubles-or. Nos exportations vers la Grande-Bretagne se sont élevées à environ 80 millions de roubles. Les exportations de bois vers la Grande-Bretagne ont connu une croissance particulièrement rapide depuis le début. Un commerce d'importation et d'exportation aussi important a, bien entendu, attiré l'attention des milieux d'affaires.

Nos matières premières sont essentielles à l'industrie et aux consommateurs britanniques. D'autre part, les machines-outils britanniques nous sont indispensables.

Crédits et dettes

La question des dettes et des obligations se posera entre nous lors des prochaines négociations. A l'heure actuelle, elle a perdu le caractère qu'elle avait à Gênes et à La Haye⁵, lorsqu'elle servait aux États capitalistes de moyen de pression sur l'U.R.S.S. et de moyen de nous isoler du reste du monde. Aujourd'hui, personne en Grande-Bretagne, y compris le gouvernement, ne s'oppose à ce que nous soumettions des contre-revendications.

De même, les milieux britanniques qui exercent une influence décisive voient clairement que ce problème ne peut être résolu que si une aide matérielle sérieuse nous est accordée, non seulement sous forme de marchandises, mais aussi sous forme de crédits financiers, afin que nous puissions restaurer notre économie.

3 Urquhart, John Leslie (1874-1933), industriel et financier britannique, ingénieur des mines. En 1896-1906 travailla sur des gisements pétrolifères de Bakou, par la suite participa à l'administration de plusieurs sociétés anglaises en Russie, fut propriétaire de plusieurs grandes entreprises minières. En 1922 fit partie de la délégation britannique à la Conférence de la Haye et de Gênes en qualité d'expert. En 1921 entama des négociations en vue de reprendre en concession ses anciennes propriétés russes dans l'Oural et l'actuel Kazakhstan et espérant tirer profit de la coopération avec la Russie soviétique. Le projet fut finalement refusé par le gouvernement soviétique le 6 octobre 1922.

4 Arcos : Acronyme de la *All-Russian Co-operative Society* (Société coopérative pan-russe). En fonction du monopole du commerce extérieur en vigueur après la révolution d'Octobre, cet organisme fut constitué en octobre 1920 sous l'égide du Commissariat du peuple au Commerce extérieur afin de réguler le commerce anglo-soviétique.

5 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « conférence des experts », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais qui n'aboutit également à aucun résultat.

Le gouvernement et les autres partis parlementaires se sont jusqu'à présent bornés à déclarer qu'ils avaient en vue l'extension à l'U.R.S.S. des facilités que la loi autorise pour le développement du commerce extérieur. Il s'agit de crédits à long terme, d'une durée de vingt ans, qui peuvent être accordés aux entreprises britanniques qui exportent leurs produits à l'étranger.

Pour nous, cela est tout à fait insuffisant. Nous cherchons à obtenir des crédits accordés au gouvernement de l'U.R.S.S. lui-même, des crédits qui ont une valeur productive et qui peuvent restaurer notre économie financière.

Les libéraux, représentés par Lord Grey à la Chambre des Lords, se sont en principe prononcés en faveur de l'octroi de crédits commerciaux. [M. Baldwin](#), le chef des conservateurs, évoquant à la Chambre des communes deux de mes mémorandums – l'un adressé au Board of Trade dès le mois d'octobre de l'année dernière, l'autre à un puissant groupe financier – a fait remarquer qu'il était impossible à la Grande-Bretagne d'accorder la somme de trois milliards de roubles-or, chiffre que nous avons fixé à Gênes. Il convient toutefois de noter que nous n'en sommes qu'au tout premier stade de l'examen de ces questions.

Les demandes de dédommagements formulées par certains industriels britanniques ne sont que la répétition du mémorandum établi à la veille de la Conférence de Gênes. Les industriels britanniques ont répété les mêmes revendications. Ils réclament non seulement des montants mirobolants mais aussi des intérêts cumulés.

Le fait que M. Urquhart figure dans ce document pour un montant de 560 millions de roubles-or montre clairement à quel point ces sommes sont exagérées. En 1922, il était lui-même d'accord pour fixer ce chiffre à 20 millions de roubles.

Négociations sur les perspectives

Je resterai à Moscou jusqu'à ce que notre ligne de conduite soit déterminée. Des ambassadeurs seront nommés très prochainement⁶, peut-être avant le début des négociations. En tous les cas, ces nominations ne seront pas sans rapport avec les négociations à venir.

6 Sir Robert Hodgson, (1874-1956), conseiller commercial britannique à Moscou y fut nommé Chargé d'Affaires à la suite de la reconnaissance de l'URSS.